



Municipalité de Clarenceville
Province de Québec

**AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER
UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE**

Avis public

Conformément à l'article 132 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, est par la présente, donné par la soussignée, Sonia Côté, directrice générale et greffière-trésorière de la susdite municipalité :

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. Le conseil municipal, lors de la séance ordinaire tenue le 4 avril 2023, a adopté par résolution le second projet de règlement portant le numéro 428-19 modifiant le règlement numéro 428 intitulé « Règlement de zonage » afin d'ajouter une classe résidentielle à la zone 203 du plan de zonage, ajouter et modifier les termes d'abris d'auto temporaires, abri d'auto et appentis dans la terminologie, modifier l'article concernant les bâtiments temporaires et ajout d'un article concernant les appentis.
2. Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin que le projet de règlement soit soumis à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.
3. Le règlement peut être consulté au bureau de la municipalité du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h et 16 h 00. Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet peuvent être obtenus de la Municipalité aux heures normales de bureau, soit du mardi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h et 16 h 00.
4. Ce règlement vise l'ensemble des zones de la municipalité.
5. Les dispositions suivantes sont susceptibles d'approbation référendaire :
 - Ajouter une classe résidentielle (Classe III) à la zone 203 du plan de zonage. Les demandes de participation à un référendum peuvent parvenir de la zone concernée, 203, et des zones contiguës 106, 202 et 205.
 - Ajouter et modifier les termes d'abris d'auto temporaires, abri d'auto et appentis dans la section terminologie. Les demandes de participation à un référendum peuvent parvenir de l'ensemble des zones de la municipalité.
 - Modifier l'article concernant les bâtiments temporaires et ajout d'un article concernant les appentis. Les demandes de participation à un référendum peuvent parvenir de l'ensemble des zones de la municipalité.
6. Les illustrations des zones concernées et contiguës sont insérées à la fin du présent avis.
7. Pour être valide, toute demande doit :
 - Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;



- Être reçue au bureau de la Municipalité au plus tard le 1^{er} mai 2023;
 - Être signée par au moins 12 personnes intéressées par la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.
8. Toutes les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Conditions pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire des secteurs concernés

9. Toute personne qui, le 4 avril 2023, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et remplit les conditions suivantes :

- Être une personne physique domiciliée dans le secteur concerné et être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec et;
- Être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

10. Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise du secteur concerné qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise du secteur concerné depuis au moins 12 mois;
- Dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

11. Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise du secteur concerné qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit les conditions suivantes :

- Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans le secteur concerné, depuis au moins 12 mois;
- Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire du secteur concerné, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

12. Personne morale :

- Avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui, le 22 août 2022 et au moment d'exercer ce droit, est majeure et de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la Loi.

Donné à Clarenceville ce sixième jour du mois d'avril deux mille vingt-trois.


Sonia Côté
Directrice générale



Zone concernée 203 et zones contiguës 106, 202 et 205



CERTIFICAT DE PUBLICATION
(Articles 335 et 346 du Code municipal)

Je, soussignée Sonia Côté, directrice générale et greffière-trésorière, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant deux (2) copies aux endroits désignés par le Conseil entre 9h00 et 17h00 ainsi que sur le site internet de la municipalité le 6e jour d'avril 2023.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat ce 6e jour d'avril 2023.

Sonia Côté
Directrice générale et greffière-trésorière



Municipality of Clarenceville
Province of Québec

**TO INTERESTED PERSONS ENTITLED TO SIGN
AN APPLICATION FOR REFERENDUM APPROVAL**

Public notice

In accordance with Section 132 of the Land Use Planning and Development Act, is hereby given by the undersigned, Sonia Côté, Director General and Clerk-Treasurer of the above-mentioned municipality:

PUBLIC NOTICE is given of the following:

1. The municipal council, at the regular meeting held on April 4, 2023, adopted by resolution the second draft by-law bearing number 428-19 amending by-law number 428 entitled "Zoning By-law" in order to add a residential class to zone 203 of the zoning plan, to add and modify the terms temporary car shelters, carports and lean-tos in the terminology, to modify the article concerning temporary buildings and to add an article concerning lean-tos.
2. This second draft by-law contains provisions which may be the subject of an application by interested persons to have the draft by-law submitted for their approval, in accordance with the Municipal Elections and Referendums Act.
3. The by-law may be inspected at the municipal office from Monday to Friday between the hours of 9:00 a.m. and 12:00 p.m. and between 1:00 p.m. and 4:00 p.m. Information as to which interested persons are entitled to sign an application in respect of each provision of the by-law may be obtained from the Municipality during regular office hours, being Tuesday to Friday between the hours of 9:00 a.m. and 12:00 p.m. and 1:00 p.m. and 4:00 p.m.
4. This by-law applies to all zones of the municipality.
5. The following provisions are subject to referendum approval:
 - Adding a residential class (Class III) to zone 203 of the zoning plan. Referendum applications may be received from the affected zone, 203, and from the adjoining zones 106, 202 and 205.
 - Adding and amending the terms temporary carport, carport and lean-to in the terminology section. Requests to participate in a referendum may be received from all zones of the municipality.
 - To amend the section concerning temporary buildings and add a section concerning lean-tos. Requests to participate in a referendum may be received from all zones of the municipality.
6. The illustrations of the zones concerned and contiguous zones are inserted at the end of this notice.



7. To be valid, all requests must:
 - clearly identify the provision being applied for and the area from which the application originates
 - be received at the office of the Municipality no later than May 1, 2023
 - be signed by at least 12 interested persons in the area from which it originates or by at least a majority of them if the number of interested persons in the area does not exceed 21.
8. Any provisions of the second draft for which no valid application has been made may be included in a by-law that does not require approval by qualified voters.

Conditions to be a qualified voter entitled to be registered on the referendum list of the sectors concerned

9. Any person who, on April 4, 2023, is not disqualified from voting under section 524 of the Municipal Elections and Referendums Act and meets the following conditions
 - Be a natural person domiciled in the sector concerned and have been domiciled for at least 6 months in Quebec and;
 - Be of full age and of Canadian citizenship and not be under curatorship.
10. Any sole owner of an immovable or sole occupant of a business establishment in the sector concerned who is not disqualified from voting and meets the following conditions
 - Be the sole owner of a building or sole occupant of a business establishment in the sector concerned for at least 12 months;
 - In the case of a natural person, be of full age and a Canadian citizen and not under curatorship.
11. Any undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment in the sector concerned who is not disqualified from voting and meets the following conditions
 - Be an undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment located in the sector concerned, for at least 12 months
 - Be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the persons who have been co-owners or occupants for at least 12 months, as the person entitled to sign the register on their behalf and to be entered on the referendum list of the sector concerned, if applicable. Such power of attorney must have been produced prior to or at the time of signing the register.
12. Legal entity:
 - Have designated by resolution, from among its members, directors or employees, a person who, on August 22, 2022 and at the time of exercising this right, is of full age and a Canadian citizen, who is not under curatorship and is not disqualified from voting under the Act.



Given in Clarenceville, this 69th day of the month of April 2023.

Sonia Côté
Director General and Clerk-Treasurer

Affected area 203 and adjoining areas 106, 202 and 205



PUBLICATION CERTIFICATE
(Articles 335 and 346 of the Municipal Code)

I, the undersigned, Sonia Côté, Director General and Clerk-Treasurer, certify under my oath of office that I have published the attached notice by posting two (2) copies in the places designated by Council between 9:00 a.m. and 5:00 p.m. as well as on the municipal website on the 6th day of April 2023.

IN WITNESS WHEREOF, I give this certificate this 6th day of April 2023.

Sonia Côté
Director General and Clerk-Treasurer